

M. VIEN: Oh! non. Mon honorable ami est certainement dans l'erreur. Il y a une vaste différence entre l'unification des réseaux comme on l'a invoquée en certains milieux; et je suis loin de dire qu'il n'y a pas quelque mérite dans les idées qui ont été exprimées. Je ne me prononce pas maintenant sur ce que nous devrions adopter. Mais certains discours que j'ai lus ont du mérite, et il n'y a aucun doute que c'est une idée excellente que celle de la mise en commun des deux services quand ce mode d'opération est praticable.

M. MCKINNON: Cela n'existe-t-il pas actuellement?

M. VIEN: Dans une certaine mesure. Ma question maintenant s'adresse à la direction. Je ne veux pas insinuer qu'elle est coupable de choses sinistres, ni l'accuser de certaines fautes ou de négligence. Non, loin de là. On peut donner une réponse raisonnable à ma question. Je pose ma question avec un esprit libre et je ne suggère pas que la réponse doive être affirmative, bien que je la pose avec candeur. Or, voici ma question: Serait-il avantageux à ce pays d'avoir une seule agence de messageries et que tous ces services soient mis en commun d'Halifax à Vancouver sous un régime qui permît de répartir les profits nets, les recettes nettes et de les diviser entre les deux services? Ce que j'ai dit au sujet des messageries, je puis le répéter au sujet des services télégraphiques des deux réseaux de chemins de fer. Voilà ma question et si je l'ai posée ce n'est pas pour forcer les autorités de me répondre d'une façon ou de l'autre. Je cherche simplement à me renseigner.

M. HEAPS: N'est-ce pas beaucoup demander, sur un avis aussi soudain, à la direction du chemin de fer? Je n'ai pas naturellement d'objection à voir la compagnie répondre à votre question, mais en justice pour le chemin de fer, si vous demandez à la direction de vous donner un rapport sur la question de la mise en commun des services sur certaines sections du chemin de fer, c'est-à-dire le service de messageries et le service télégraphique, vous ne devriez pas vous attendre à une réponse immédiate.

M. VIEN: Je n'ai pas demandé une réponse immédiate.

M. HEAPS: Je suggère de leur donner le temps voulu pour répondre à votre question.

M. VIEN: La direction est parfaitement libre de prendre une ou deux semaines ou un mois; je ne veux pas une réponse sur-le-champ. Mais c'est une question qui m'est venue à l'idée comme membre du Parlement. Il n'y a aucun doute que nous devrions tous être très inquiets du résultat net de l'exploitation des chemins de fer du Gouvernement. Nous sommes appelés à biffer de nos livres une mise de fonds considérable. On nous demande tous les ans de payer un certain déficit d'exploitation, et sinon d'exploitation, un certain déficit net. J'ai la plus grande admiration pour la direction des Chemins de fer Nationaux du Canada. Je crois que nous avons mis à la tête du réseau national les meilleurs hommes et les plus compétents que nous puissions trouver au Canada. Je suis heureux d'approuver les vues de M. Walsh, qu'il a si bien exprimées ce matin au sujet de M. Cooper, mais on peut dire la même chose et avec autant d'exactitude de M. Hungerford et de tous les personnages éminents qui sont avec lui à la tête du réseau national. Je ne les tiens pas responsables du déficit de \$42,000,000 que nous avons à combler au Parlement.

Mais quel serait le but de ce Comité si nous n'allons pas étudier ensemble les problèmes qui confrontent le pays et le Parlement. Ce problème a été référé à ce Comité aux fins d'étudier les diverses questions, et au nombre de ces questions se trouve celle que je viens de formuler.

Sans limiter la liberté d'action du réseau national, ne serait-il pas possible d'augmenter le revenu net des chemins de fer par la mise en commun de certains services qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation des chemins de fer et d'éliminer la dualité des services et d'économiser beaucoup d'argent?